

Le contrat international de vente



Préambule

- Environnement juridique des opérations internationales :
 - Il n'y a pas de véritable droit international des affaires
 - Règles d'origine nationale + Règles internationales issues de Conventions Internationales et d'usages professionnels.
- Règles internationales d'origine conventionnelle :
 - Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises (11 avril 1980)
- Règles internationales d'origine coutumière:
 - Lex mercatoria
 - Incoterms (1936)
 - Contrats types professionnels

Terminologie juridique

- La loi
- Le règlement
- La coutume (lex mercatoria)
- La jurisprudence
- L'exequatur:

La procédure d'exequatur est la procédure qui rend applicable dans un pays A les jugements rendus par les tribunaux d'un pays B.

Les grands systèmes de droit

- Les pays du droit romain (la loi)
 - Le vendeur est défavorisé et l'acheteur protégé
- Les pays du droit romano-germanique (la loi)
 - Le vendeur est favorisé et l'acheteur est moins protégé
- Les pays du Common Law (la jurisprudence)
 - Position entre les 2 systèmes précédents
- Les pays ayant des droits n'appartenant pas aux autres systèmes

Champs d'application de la Convention de Vienne

- Le caractère international d'un contrat:

En droit, le qualificatif « international » est lourd de conséquence. Il implique qu'un pays accepte que sa loi et ses juges puissent être écartés par les parties au contrat.

Les critères

- Les critères juridiques:

Un contrat est dit international **s'il se rattache à des normes juridiques émanant de plusieurs pays.**

Il est nécessaires que **des éléments d'externalité purement juridiques soient présents.** Les plus importants sont:

- le lieu de signature du contrat
- le lieu d'exécution du contrat
- la résidence des cocontractants
- la nationalité des cocontractants

•
•
•

- Les critères économiques :

Un contrat est dit international s'il produit « un mouvement de flux et de reflux au-dessus des frontières, un échange de valeurs réciproques entre deux pays ». (Droit français)

L'accord sera international s'il met en jeu les intérêts du commerce international.

La conception française n'est pas éloignée de la conception américaine.

Formation de la vente internationale

- Notions d'offre:

- Offre ouverte
- Offre fermée

- Notions d'acceptation :

- Réponse positive du destinataire de l'offre
- Contre-proposition
 - Rejet
 - Acceptation de l'offre

Dénouement du contrat

- Obligations du vendeur :
 - Livraison de la marchandise (lieu, délai)
 - Conformité de la marchandise (matérielle, juridique)
- Obligations de l'acheteur :
 - Prise de la livraison
 - Paiement du prix

LIEU DE LIVRAISON & INCOTERM

EXEMPLE FAS CASABLANCA

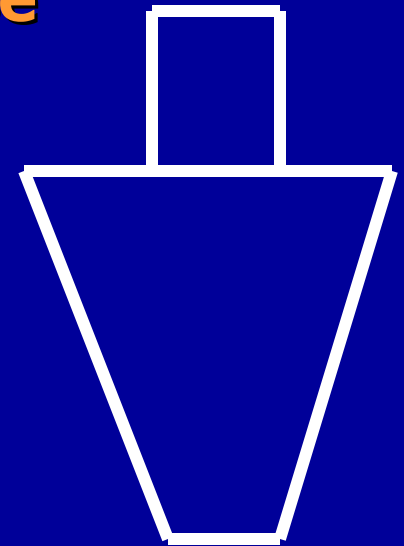
OBLIGATION DU VENDEUR: Remettre la marchandise emballée ou non, dédouanée à l'exportation au transporteur maritime désigné par l'acheteur **sur le quai du port d'embarquement**



Marchandise



Quai du port de
Casablanca



Navire

Sanctions prévues

- Dispositions communes :

- Contravention essentielle et contravention non essentielle

**Contraventions
essentielles**



Elles causent à l'autre partie un préjudice tel qu'elle la prive substantiellement de ce que celle-ci était en droit d'attendre.

- Force majeure
- Indemnisation (en nature, monétaire, en nature et monétaire)

- **Que peut faire l'acheteur ?**

- Compensation en nature

Marchandises non conformes



**Mettre en demeure le vendeur
dans les plus brefs délais en
précisant la nature du défaut
(quantitatif ou qualitatif)**

- * Remplacement de la marchandise
- * Réparation du préjudice
- * Réduction du prix

- Compensation monétaire (Tribunal : Dommages et intérêts)
 - Résolution du contrat

- Que peut faire le vendeur ?

- Exiger le paiement
- Exiger de l'acheteur de prendre possession des marchandises
- Accorder un nouveau délai de paiement
- Réclamer le paiement de dommages intérêts
- Résolution du contrat

Les principales clauses du contrat

- Préambule
- Clauses générales
- Clauses commerciales
- Clauses à portée juridique

Les clauses générales

- Les parties (personnes physiques ou morales)

Pour les personnes physiques:

Entre M. X demeurant à (adresse complète) titulaire de la carte d'identité n° ...ci-après désigné « ACHETEUR »

Pour les personnes morales :

Entre la société X (forme juridique) sise à (siège social) au capital social de (montant) représentée par M. Y titulaire de la carte d'identité n° ...ci-après désigné « ACHETEUR »

-
-
- La durée du contrat (déterminée ou indéterminée)

Contrat à durée déterminée:

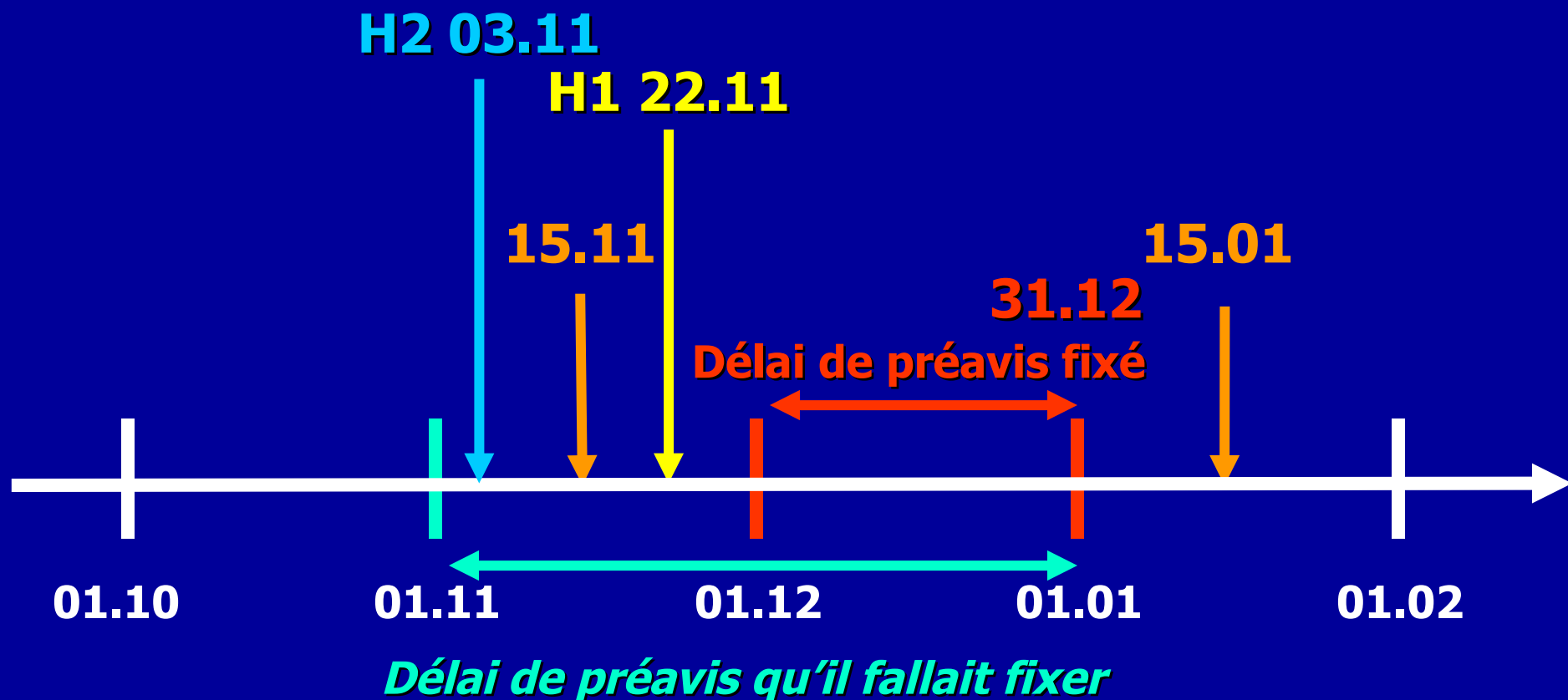
« Le contrat prend effet à compter du 1er janvier 2006 et expire le 31 décembre 2006. Cependant, les parties peuvent renouveler leur accord pour une nouvelle période annuelle. »

Contrat à durée indéterminée:

« Le contrat prend effet à compter du 1er janvier 2005 pour une durée annuelle renouvelable sauf préavis de l'une des deux parties trois (3) mois avant l'expiration de chaque période annuelle sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception »

Question: La durée de préavis est-elle librement fixée?

•
•
Exemple d'explication: Supposons qu'un exportateur de paires de chaussures a conclu un contrat avec un client étranger. Ce contrat stipule que les 10.000 paires chaussures doivent être expédiées au plus tard le 15.01 de chaque année. Pour fabriquer, l'exportateur doit passer commande du cuir au plus tard le 15.11.



⋮

- La langue du contrat

« Le contrat a été rédigé en arabe et en français, traduit en allemand et décliné en quatre (4) exemplaires dont seulement celui en arabe aura valeur d'original »

- Nombre d 'exemplaires (au minimum 2)

« Le présent contrat a été établi en quatre (4) exemplaires »

- Validité ou entrée en vigueur du contrat

« Le présent contrat prendra effet dès sa signature par les deux parties au contrat »

« Le présent contrat prendra effet dès réception de l 'avis d'ouverture du crédit documentaire par le FOURNISSEUR »

Les clauses commerciales

- Objet du contrat (réf., désignation, quantité, annexes)
« Le présent contrat a pour objet la vente de 1.000 caisses en plastique contenant chacune 12 bouteilles en verre d'un litre de jus de pamplemousse de marque SAIDA »
- Conditions commerciales (prix unitaire, Incoterm, prix ferme ou révisable)
« Le montant total de base, exprimé en EUR, est de 50.000,00 (Cinquante Mille Euros) correspondant à l'ensemble des articles ci-dessus définis. Ce montant total correspond à un prix unitaire de 50 EUR par caisse en plastique contenant chacune 12 bouteilles en verre d'un litre de jus de pamplemousse de marque SAIDA. Ce prix comprend les frais de transport comme le prévoit l'Incoterm CFR Marseille (Incoterm 2000 - Publication n° 560). Ce prix est ferme et non révisable. »

-
- Modalités de livraison (mode de transport, conditions logistiques, lieu et date de livraison)

« Les articles objet de ce contrat devront être acheminés par mer au plus tard le 15 janvier 2006 du port de Casablanca au port de Marseille. Ils seront emballés dans des caisses en bois d'un diamètre 5 mm. Les dimensions desdites caisses sont : 60 cm de longueur, 40 cm de largeur et 30 cm de hauteur. Lesdites caisses seront numérotées de 01/60 à 60/60.»

•
•
- Paiement (montant, devise, moyen et mode)

« L'ACHETEUR devra ouvrir auprès d'une banque française de premier rang au plus tard le 20 Janvier 2006 un crédit documentaire irrévocable et confirmé payable à vue à hauteur de 100% du montant de la créance. Il devra être notifié au BENEFCIAIRE par SWIFT succinct. Le paiement sera effectué par la BMCE BANK Agence MOHAMED V Rabat désignée BANQUE NOTIFICATRICE du crédit documentaire contre la remise, par le FOURNISSEUR dans les 15 jours à compter de la date d'expédition, des documents suivants :

- Jeu de connaissance maritime en 1 exemplaire émis à l'ordre de la BNP Agence Victor Hugo Marseille France ;

..... >>

Les différents types d'emballage et le colisage

Emballage primaire

Unité de conservation



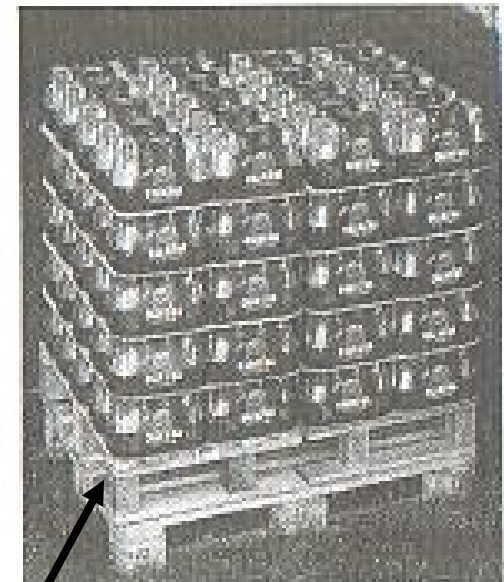
Emballage secondaire

Unité de vente



Emballage tertiaire

Unité de livraison (colis)



Source : documentation Orangina.

Colis : Unités de vente palettisée sur 5 niveaux - La palette sera filmée

· · - Révision des prix (indexation)

« Par les présentes les parties conviennent que le prix fixé ci-dessus variera en hausse ou en baisse en fonction de l'indice du coût de la vie tel que publié par la Direction de la statistique Ministère du Plan Maroc. L'indice servant de référence est celui du 1er trimestre de l'année 2000. La variation sera appliquée tous les 12 mois à la date du 15 octobre. En cas de disparition de l'indice, le calcul s'effectuera sur la base de l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de corrélation nécessaire. En l'absence d'indice de remplacement ou à défaut d'accord des parties sur un nouvel indice, celui-ci sera déterminé par le président du Tribunal de Commerce de Casablanca ».

- Garantie légale et conventionnelle

Garantie légale des vices cachés :

Elle protège l'acheteur et le fournisseur ne peut y échapper, même s'il réussit à prouver que le « défaut » était impossible à détecter par lui. L'acheteur lésé peut intenter contre son vendeur 3 actions :

- L'action « rédhibitoire » qui entraîne la nullité de la vente
- L'action « estimatoire » qui vise à obtenir une réduction de prix
- L'action en dommages et intérêts qui a pour objet d'obtenir la réparation du préjudice subi du fait du vice caché.

Garantie conventionnelle :

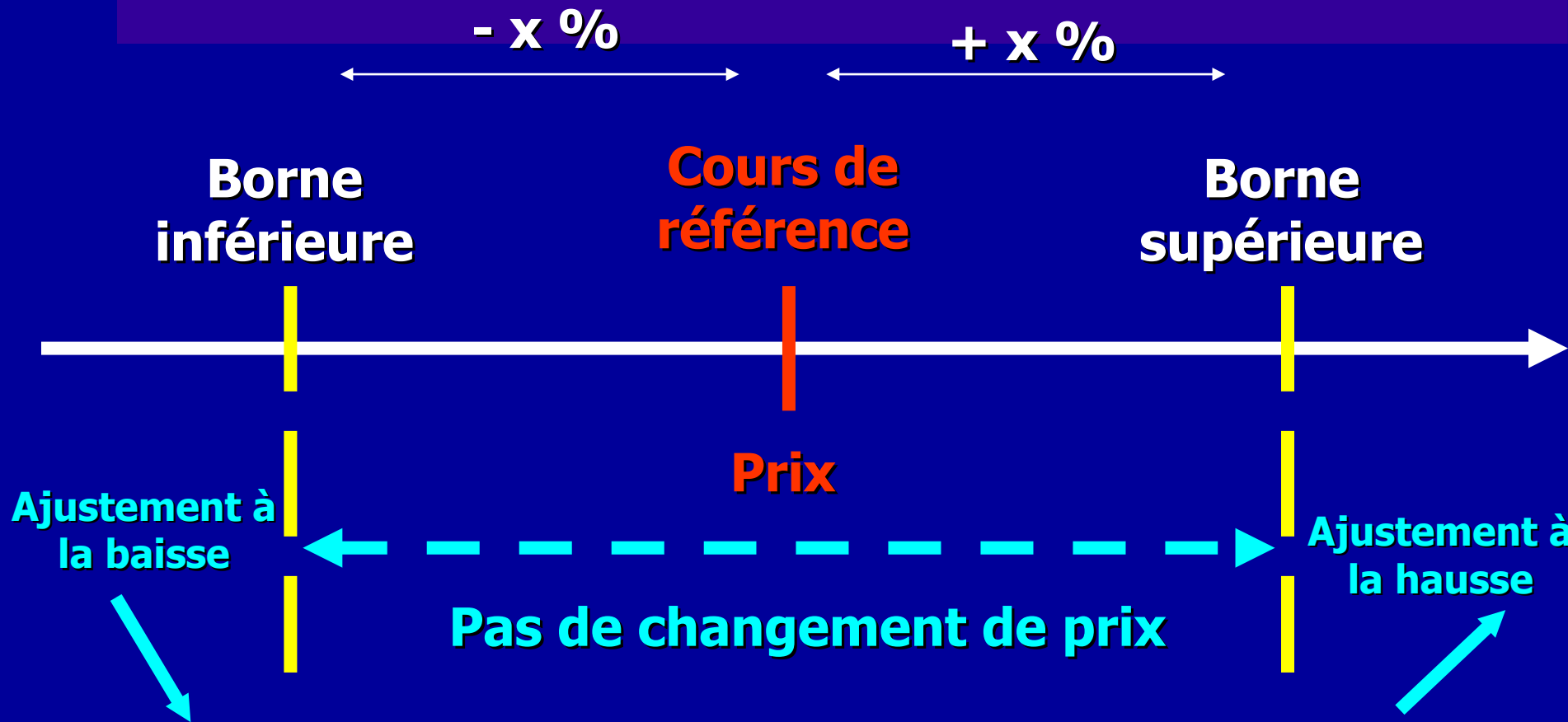
Elle résulte du contrat. Elle vient en complément et ne se substitue pas à la garantie légale. Elle couvre les défauts qui se manifestent dans les conditions normales d'utilisation. Sa durée est variable, fixée par les parties contractantes (généralement le vendeur impose la durée à l'acheteur qui l'accepte).

•
•
•

- Transfert de propriété

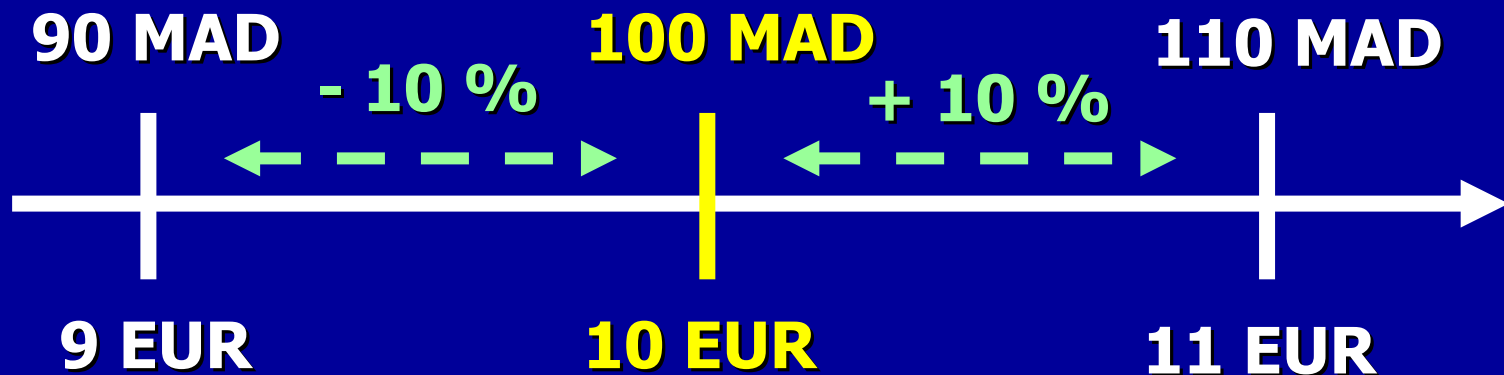
« Il est expressément convenu que les marchandises vendues même lorsqu'elles ont été livrées demeureront la propriété du FOURNISSEUR tant que l'ACHETEUR n'a pas complètement exécuté toutes les obligations et notamment tant qu'il n'a pas payé complètement le prix de vente, les intérêts de retard éventuels ou les accessoires. »

- Couverture du risque des changes :



-
- Mise en situation :

Un exportateur est disposé à vendre son article à un prix compris entre 90 MAD et 110 MAD. Le prix moyen est donc de $(90+110)/2 = 100$ MAD.



Au moment où il établit son offre, le cours de change d'un euro est de 1 EUR = 10 MAD.

Il communique le prix suivant à son client : 10 EUR.

-
-
- (...) Article 2: Prix :

« Le prix est de 10,00 EUR par article, ferme et non révisable pour la période du 1er février 2006 au 31 janvier 2007, sous réserve des modifications de taux de change. (...) »

Article 6: Taux de change :

« Le taux de change de référence est fixé en MAD pour une unité à 10,0000. En cas de variation de plus ou moins de 10 % du taux de change par rapport au taux de référence, le prix sera automatiquement réajusté de façon proportionnelle à la variation. » (...)

•
•
•

- 10 %

+ 10 %

9 MAD

**Cours de référence
= 10 MAD**

11 MAD

10,00 EUR

Ajustement à
la hausse

Ajustement à
la baisse

Pas de changement de prix

• • • • •

Étude de cas :

Cas n° 1 : Le cours de change à l'échéance de paiement est de 1 EUR = 9,50 MAD.

Le cours est à l'intervalle compris entre 9 MAD et 11 MAD, il n'y a pas de changement de prix. Le prix de vente reste de 10,00 EUR.

•
•
• **Cas n° 2 : Le cours de change à l'échéance de paiement est de 1 EUR = 8,55 MAD.**

Le cours n'est pas compris à l'intervalle compris entre 9 MAD et 11 MAD. Il faut donc ajuster le prix de vente à la hausse.

Détermination de la variation du cours de change par rapport au cours de change de référence.

$$\text{VAR} = (8,55 - 10) \times 100 / 10 = - 15,5 \%$$

(ajustement de $15,5 - 10 = 5,5 \%$ (+))

Le nouveau prix est de :

$$10 + (5,5 \% \times 10) = \mathbf{10,55 \text{ EUR}}$$

•
•
• **Cas n° 3 : Le cours de change à l'échéance de paiement est de 1 EUR = 11,33 MAD.**

Le cours n'est pas compris à l'intervalle compris entre 9 MAD et 11 MAD. Il faut donc ajuster le prix de vente à la baisse.

Détermination de la variation du cours de change par rapport au cours de change de référence.

$$\text{VAR} = (11,33 - 10) \times 100 / 10 = + 13,33 \%$$

(ajustement de $13,33 - 10 = 3,33 \%$ (-))

Le nouveau prix est de :

$$10,00 + (-3,33 \% \times 10) = \mathbf{9,667 \text{ EUR}}$$

Les clauses à portée juridique

- Attribution de juridiction :

1er cas: Une seule loi applicable:

« Le présent contrat est régi par la loi marocaine »

2ème cas: Plusieurs lois applicables: Le splitting:

« Le présent contrat sera régi par le droit français, à l'exception de ses articles 11, 14 et 17 qui seront régies par le droit allemand. »

3ème cas: Aucune loi : Libre régulation:

« La totalité des relations entre les parties, ainsi que l'interprétation et l'exécution du contrat du présent contrat seront **soumises aux dispositions du présent contrat**. Dans l'hypothèse d'une lacune du présent contrat et dans cette hypothèse seulement, le droit espagnol pourra être utilisé aux fins de **suppléer la volonté contractuelle non exprimée**, étant entendu que le présent contrat prévaudra sur toute règle avec laquelle il serait en contradiction ou qu'il est exclurait expressément, dans les limites de l'ordre public du pays où le présent contrat sera appliqué ou mis en œuvre. »

•
•
4ème cas: La pétrification :

« Le présent contrat sera régi par le droit russe en vigueur à la date de sa signature. Toutes dispositions d'ordre législatif ou réglementaire entrée en vigueur postérieurement à cette date ne sera pas applicable, à l'exception des dispositions d'ordre public. »

5ème cas: Omission de précision de la loi applicable :

Dans ce cas, c 'est la loi du pays du vendeur qui sera appliquée (retenue par les Conventions de Rome et de la Haye)

• • • • •

•
÷ Tribunal compétent :

« En cas de différend, les parties devront ester auprès du Tribunal de Commerce de Casablanca »

Les systèmes " rapides " : Ces systèmes se trouvent dans les pays du nord de l'Europe, où il est considéré à juste titre que la qualité de la justice se mesure au temps qu'elle met à se prononcer. Le record de vitesse est détenu par les pays scandinaves (la Suède : moins d'une année). Dans le même registre: les Pays-Bas (environ 18 mois), la Belgique et la Suisse (un peu plus de 2 ans) et l'Allemagne (moins de 3 ans).

Les systèmes " à vitesse moyenne " (entre 5 et 6 ans) : France et le Royaume-Uni.

Les systèmes " lents " (plus de 10 ans) : Italie, États-unis.

-
-
-
- Clause pénale:

« Tout retard de livraison ou de paiement sera sanctionné par des pénalités de dix pour cent (10 %) du montant de ce contrat, par mois de retard ».

- Clause résolutoire:

« Tout retard de livraison ou de paiement de plus de 6 mois entraînera la rupture immédiate de ce contrat »

-
- Clause compromissoire :

« Tous différends découlant du présent contrat, tant quant à son interprétation qu'à son exécution, seront tranchés définitivement suivant le Règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre du Commerce International par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement. L'arbitrage aura lieu à (Ville à préciser) et se déroulera en (Langue à préciser). Les arbitres ne pourront avoir la même nationalité que les parties, devront rendre leur sentence dans les (Nombre de mois à préciser) de la constitution du tribunal arbitral, arrêteront eux-mêmes la procédure qu'ils entendent suivre, et auront les pouvoirs d'amiables compositeurs. Les parties renoncent expressément en tant que de besoin à l'appel de toute sentence pouvant intervenir en application des présentes et s'engagent à s'y conformer spontanément ; elles renoncent également à toute immunité de juridiction et d'exécution qui pourrait y faire obstacle ».

•
Clause d'arbitrage ad hoc :

1. Tout litige, différends, contestation ou prétention découlant du présent Contrat ou s'y rattachant sera tranché par voie d'arbitrage à ...(lieu).
2. Le tribunal arbitral (ci-après « le tribunal ») sera composé de trois arbitres désignés comme suit :
 - i. chaque partie désignera un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés en désigneront un troisième qui fera fonction de président du tribunal.
 - ii. si l'une des parties ne désigne pas son arbitre dans les trente (30) jours où la notification de la désignation d'un arbitre par l'autre partie est parvenue, l'arbitre manquant sera désigné à la requête de cette dernière par ... (autorité de nomination).

-
-
-
- iii. si les deux arbitres devant être désignés par les parties ne s'entendent pas sur le nom d'un troisième arbitre dans les trente (30) jours de la désignation du deuxième arbitre, le troisième arbitre sera désigné par ... (autorité de nomination) à la requête par écrit de l'une ou l'autre des parties.
- iv. si une vacance se produit en raison du fait qu'un arbitre décède, démissionne, refuse d'agir ou devient incapable de remplir ses fonctions, il sera pourvu à son remplacement de la manière prévue à l'origine pour la désignation de l'arbitre. Une fois le remplacement effectué, le tribunal nouvellement établi décidera souverainement s'il y a lieu de répéter les audiences.

1. Le plus tôt possible après qu'il aura désigné son arbitre et au plus tard dans les trente (30) jours après que le tribunal aura été constitué, le demandeur adressera au défendeur (avec copie à chacun des arbitres) un mémoire en demande exposant le détail de ses prétentions avec la preuve écrite et toutes pièces à l'appui.
2. Dans les trente (30) jours de la réception du mémoire en demande, le défendeur adressera au demandeur (avec copie à chacun des arbitres) un mémoire en réponse et, le cas échéant, en reconvention, avec toutes pièces à l'appui.

-
-
-
- 5. Dans les trente (30) jours de la réception par le demandeur de toute demande reconventionnelle de la part du défendeur, le demandeur peut adresser au défendeur une réponse à la demande reconventionnelle, toutes pièces complémentaires à l'appui.
- 6. Le tribunal organisera au plus tôt possible après sa constitution une réunion avec les parties ou leurs représentants pour déterminer la procédure à suivre dans l'arbitrage.
- 7. La procédure sera convenue par les parties ou, en l'absence d'accord, fixée par le tribunal. Toutefois, les points de procédure qui suivent seront, à toutes fins utiles, considérées comme arrêtées :
 - i. la langue de l'arbitrage sera ... (langue).
 - ii. le tribunal pourra, s'il le juge utile, tenir une audience et rendre à une sentence sur toute question préjudicielle à la requête de l'une ou l'autre des parties ou des deux ; dans ce dernier cas, il sera tenu d'y donner suite.

- -
 -
 - iii. le tribunal tiendra une ou plusieurs audiences sur le fond du litige, à moins que les parties n'en aient convenu autrement par écrit.
 - iv. le tribunal rendra la sentence finale dans les soixante (60) jours de la dernière audience sur le fond du litige.
8. Si l'une ou l'autre des parties ne se plie pas à une ordonnance de procédure rendue par le tribunal, ce dernier aura le pouvoir de poursuivre l'arbitrage et de rendre la sentence.
 9. Si un arbitre désigné par une partie s'abstient ou refuse de participer à l'arbitrage à tout moment après le début des audiences consacrées au fond du litige, les deux autres arbitres pourront poursuivre l'arbitrage et rendre la sentence sans considérer qu'une vacance s'est produite s'ils estiment souverainement que l'abstention ou le refus de participer de l'arbitre défaillant sont dépourvus de motif légitime.
 10. Toute sentence ou décision de procédure sera, si besoin est, rendue par le tribunal à la majorité ; si aucune majorité ne se dégage, le président du tribunal statuera seul comme s'il était arbitre unique.

•
•
- Clause de force majeure :

« Les parties seront exonérées de leurs obligations réciproques en cas d'avènement de l'un des événements ci-après énumérés :

- Grève;
- Catastrophe naturelle;
- Émeute, mouvement populaire, acte terroriste, coup d'État et tout événement politique de nature à suspendre l'activité normale. »